



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 449 – 10 juin 2022

## Régional

### La BCEAO relève ses taux directeurs de 25 points de base

Le 1<sup>er</sup> juin 2022, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) [a décidé](#) de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible (en dessous de 3%). En effet, passant en revue la conjoncture, le CPM a relevé entre autres : (i) une accentuation de l'inflation dans l'Union (+6,4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 contre 5% un trimestre plus tôt) ; la poursuite de la reprise économique au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 ; les prévisions tablant sur une croissance de l'UEMOA de 5,9% et 7,2% en 2022 et 2023 respectivement ; (iii) des avoirs officiels de réserves permettant d'assurer 5,2 mois d'importations de biens et services contre 5,5 mois au trimestre précédent. Ainsi, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité passe à 2,25% et le taux du guichet de prêt marginal à 4,25% à compter du 16 juin 2022. Quant au coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques, celui-ci reste inchangé à 3%.

### ITFC accorde plus de 400 M EUR à 3 pays d'Afrique de l'ouest

En marge des Assemblées annuelles du groupe de la Banque islamique de développement (IsDB), la

## LE CHIFFRE À RETENIR

0,25

L'augmentation des taux directeurs de la BCEAO, en vue d'un retour progressif de l'inflation dans l'UEMOA en dessous de 3%

Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC) [a procédé](#) à la signature d'accords de financement d'un montant total de 400,3 M EUR avec le Burkina Faso, la Mauritanie et le Sénégal. L'accord avec le Burkina Faso porte sur un plan de financement annuel de 238 M EUR pour 2022, en faveur du commerce extérieur, principalement l'exportation du coton et l'approvisionnement énergétique du pays. L'accord avec la Mauritanie, d'un montant de 50 M USD (47,3 M EUR), est destiné au financement des besoins de la Société Mauritanienne d'Electricité. Enfin, [l'accord avec le Sénégal](#) porte sur un financement de 115 M EUR pour soutenir l'achat de produits pétroliers raffinés afin de renforcer le secteur énergétique au Sénégal.

### 20 M USD du Canada en faveur de 4 pays en Afrique de l'ouest

Le Canada [va octroyer](#) un financement de 20 M USD sur 4 ans pour aider le Ghana, le Libéria, la Gambie et le Togo, à accroître la capacité de leurs systèmes nationaux de mesure,

de déclaration et de vérification liés au climat. Cette annonce a été faite le 24 mai dernier par le ministre canadien de l'Environnement et du Changement climatique en marge de sa visite au Ghana. L'initiative sera gérée par NovaSphere, une ONG canadienne, qui aidera ainsi les pays à surveiller leurs progrès dans l'atteinte de leurs objectifs de réduction des émissions en vertu de l'Accord de Paris.

## 🍷 Bénin

### Bientôt 10 usines de transformation de coton sur le site de la GDIZ

Le vendredi 3 juin 2022, le groupe Arise IIP et la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDCB) [ont signé](#) un accord relatif à l'implantation de 10 usines au sein de la Zone économique de Glo-Djigbé (GDIZ) d'un montant total de 700 Mds FCFA (1,1 Md EUR). Ces usines devraient à terme permettre la transformation de la totalité de la production cotonnière au Bénin. La première phase de ce projet prévoit la construction de 3 usines qui généreront 15 000 emplois directs pour un coût global de 306 Mds FCFA (466,5 M EUR). La GDIZ, située à 45 km de Cotonou, est une plateforme industrielle issue d'un partenariat entre l'Etat béninois et le groupe panafricain spécialisé dans les plateformes industrielles Arise IIP.

## 🍷 Burkina Faso

### Baisse de l'approvisionnement en gasoil

Le Burkina Faso fait face actuellement à un manque important de gasoil. La société nationale de distribution des hydrocarbures (SONABHY) [a annoncé](#) le 5 juin 2022 une baisse de 40% des livraisons de gasoil pendant les prochaines 72 heures. Toutefois, elle a prévu d'assurer la continuité des ravitaillements de certaines structures stratégiques du pays. Selon la SONHABY, ces difficultés seraient dues à une perturbation des ravitaillements en gasoil dans l'espace CEDEAO. A noter que la livraison des

autres hydrocarbures ne serait pas impactée pour le moment par cette situation.

### Près de 2 M de déplacés internes à fin avril 2022

Selon les statistiques du Conseil national de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [publiées](#) le 5 juin 2022, le Burkina Faso compte 1 902 150 personnes déplacées internes (PDI) au 30 avril 2022 soit 2,8% de plus qu'au 31 mars 2022. C'est la région du Centre-Nord qui enregistre le plus de PDI avec 34,5%, suivie du Sahel avec 30,2% et de la région du Nord avec 11,7%. L'alimentation reste le besoin prioritaire pour 96,3% des PDI.

## 🍷 Côte d'Ivoire

### 134 M EUR pour le développement des régions du nord

Le conseil des ministres du 8 juin 2022 [a ratifié](#) l'accord de prêt entre la Côte d'Ivoire et l'Association Internationale de Développement (AID) de la Banque mondiale d'un montant de 134 M EUR pour le financement du Projet de cohésion sociale des régions du nord du golfe de Guinée. Ce projet vise à accélérer le développement local de ces régions particulièrement exposées aux conflits et aux risques climatiques. Il vise notamment: (i) à financer les projets de réhabilitation des marchés primaires ruraux existants; (ii) favoriser les activités d'engagement des jeunes de façon à agir sur l'inclusion et la cohésion communautaire; (iii) prévenir la violence, les conflits communautaires et le terrorisme.

### La CIDT obtient un prêt de 15,4 M EUR de la SFI pour financer son expansion

Le 7 juin 2022, la Société financière internationale (SFI), filiale du groupe de la Banque mondiale, [a annoncé](#) l'octroi d'un financement global de 15,4 M EUR à la Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles (CIDT). Composé pour moitié d'un

prêt de la SFI et l'autre d'un prêt du guichet pour le secteur privé du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), les fonds permettront à la CIDT de moderniser ses installations et l'aideront à construire une nouvelle usine d'égrenage dans le centre du pays. Ce partenariat devrait permettre de créer 150 emplois directs et environ 8 050 emplois indirects tout au long de la chaîne de valeur. En outre, 12 000 nouveaux agriculteurs vont être intégrés dans la chaîne d'approvisionnement de la CIDT. Pour rappel, le coton a contribué à environ 2,5% des recettes d'exportation de la Côte d'Ivoire en 2020.

### Le trafic global net du Port Autonome d'Abidjan en hausse de 12%

Après une baisse de 1,5% en 2020, en lien avec la crise liée à la COVID-19, le trafic global net du Port Autonome d'Abidjan [a enregistré](#) un rebond en 2021, avec 28,3 Mt, soit une augmentation de 11,7% par rapport à 2020 ; un niveau également supérieur de 10% par rapport à 2019. La hausse est particulièrement portée par les importations qui ont cru de 17,5% par rapport à 2020 tandis que les exportations ont baissé de 3,1%. A noter que le trafic national domine, avec 88% du trafic net global, suivi du trafic de transit (10,4%) et du trafic de transbordement (1,6%). Le port devrait maintenir sa trajectoire de croissance, avec notamment la mise en exploitation du second terminal à conteneurs fin 2022.

### Prorogation d'un an du DUS différencié sur les produits du cacao transformé

Le Conseil des Ministres [a prorogé](#) d'un an le Droit Unique de Sortie (DUS) différencié par types de produits issus de la transformation du cacao. Pour rappel, le DUS est une taxe à l'export et le mécanisme différencié permet de réduire son taux en fonction du niveau de transformation du produit. Il s'agit d'une mesure incitative mise en place par le gouvernement, visant à encourager la transformation de cacao en vue d'atteindre l'objectif de transformation d'au moins 50% de la production locale. Aussi, 8 entreprises industrielles de transformation du

cacao ont signé, en 2017, avec l'Etat des conventions pour le bénéfice du DUS différencié, pour une période de 5 ans. Ce mécanisme a fortement impacté la capacité de broyage installée et corrélativement les quantités de fèves broyées : la capacité installée de broyage de fèves de cacao en Côte d'Ivoire est passée de 700 kt par an en 2017 à 800 kt par an en 2019.

## Gambie

### L'économie se relève, mais les déficits budgétaires et courants sont en hausse

Selon un récent rapport économique de la [Banque mondiale](#) sur la Gambie, intitulé "Coming Back Stronger", l'économie gambienne s'est redressée en 2021 (+4,3% en 2021, après +0,6% en 2020), mais fait face à des déficits budgétaires et courants croissants avec le retrait des subventions d'urgence des principaux bailleurs et la reprise timide de l'industrie du touristique qui se situe toujours en dessous de niveau d'avant la pandémie. Le rapport recommande des mesures visant à renforcer la gouvernance et les structures institutionnelles, la résilience budgétaire pour répondre aux chocs futurs et à s'attaquer aux contraintes qui pèsent sur l'investissement, la faible productivité, et le manque de diversification qui empêchent l'économie d'atteindre son plein potentiel.

### Extension du délai de soumission des offres pour l'exploration du bloc pétrolier A1

Le gouvernement gambien [a étendu](#) la période de soumission des offres pour l'exploration du bloc pétrolier offshore A1, précédemment opéré par BP. Le bloc A1 est situé au sud du bloc de Sangomar (Sénégal), qui a fait l'objet de découvertes pétrolières et dont la production devrait commencer en 2023. L'appel d'offres avait été lancé en février 2022 et devait prendre fin le 6 juin. Sur demande des entreprises, il a donc été prolongé de 3 mois, jusqu'au 6 septembre 2022.

## 🍷 Guinée

### Fin d'une mission de consultation du FMI

Une mission du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue début juin à Conakry afin de discuter des récents développements économiques et des perspectives en Guinée. Elle [a noté](#) entre autres la résilience de l'économie guinéenne dans le contexte d'un environnement difficile. Le secteur minier en particulier maintient sa dynamique, avec une production d'or et de bauxite en plein essor. Dans son rapport Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne d'avril 2022, le FMI anticipait une croissance de 4,8% en 2022 en Guinée (4,2% en 2021), un taux d'inflation en moyenne annuelle de 12,7% et un niveau de réserves de change qui ne représenterait qu'environ deux mois d'importations de biens et services.

## 🍷 Libéria

### La BEI soutient la filière riz, avec un premier financement de 4 M EUR

Un accord de 4 M EUR entre le gouvernement libérien et la Banque européenne d'investissement (BEI) [a été signé](#) pour la réalisation d'études de faisabilité permettant d'évaluer le potentiel et les défis de la chaîne de valeur du riz au Libéria. Les résultats de ces permettront ensuite aux deux parties concevoir et structurer un programme d'investissement qui soutiendra le développement de l'ensemble de la chaîne de valeur du riz, en modernisant également les laboratoires alimentaires. Selon la Ministre libérienne de l'Agriculture, plus des deux tiers du riz consommé dans le pays est importé de l'étranger.

## 🍷 Mali

### Les pertes de recettes publiques sur le carburant estimées à 328 M EUR en 2022

En raison du conflit en Ukraine qui a eu pour conséquence la hausse des cours internationaux des produits pétroliers, le Gouvernement du Mali [a procédé](#) à un réajustement des prix à la pompe du carburant. Ainsi, depuis le 8 juin 2022, le litre du super passe à 811 FCFA (1,233 EUR) et celui du gasoil à 809 FCFA (1,236 EUR), soit une augmentation de 6,4% chacun. Malgré cette hausse, les pertes de recettes relatives aux hydrocarbures pour l'Etat au titre de l'année 2022 sont projetées à environ 215 Mds FCFA (327,8 M EUR).

## 🍷 Mauritanie

### Le FMI achève une mission d'évaluation de la gouvernance

Le FMI a conduit une mission en Mauritanie du 23 mai au 2 juin afin de réaliser une étude diagnostique sur la gouvernance dans le pays, suite à une requête du gouvernement. [Dans son communiqué](#) publié le 8 juin, le FMI reconnaît les progrès substantiels pour améliorer le cadre légal de la gouvernance, les efforts de lutte contre la corruption, et les avancées dans la digitalisation des opérations du secteur public. Les prochaines étapes concernent l'élaboration d'un rapport et d'un plan d'action qui devrait fournir une plateforme solide pour un engagement futur sur les questions de gouvernance et d'intégrité.

### Présentation des opportunités d'investissement en PPP à Paris

Le ministre mauritanien des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs a organisé le 9 juin à Paris une rencontre intitulée "[Invest in Mauritania : La nouvelle frontière de l'investissement en Afrique](#)". Cet événement qui avait pour objectif d'échanger autour des opportunités de

partenariats public-privé (PPP), fait partie d'un «Roadshow» de présentation des PPP en Mauritanie organisé par les autorités mauritaniennes. Les projets de PPP mis en avant traitent notamment des secteurs des infrastructures routières, de l'industrie pétrolière, de l'aménagement urbain, du traitement de l'eau et de l'industrie sucrière, pour un montant global d'investissement estimé à près de 5,8 Mds USD.

## Niger

### 122 M EUR de revenus générés par le secteur extractif en 2019

Selon le rapport de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE), [disséminé](#) le 6 juin 2022, le secteur extractif nigérien aurait généré 80 Mds FCFA (121,9 MEUR) de recettes publiques en 2019. Le secteur des hydrocarbures totaliserait 52,8 Mds FCFA (80,5 MEUR), soit 66% des revenus du secteur, et le secteur minier 27,2 Mds FCFA (41,5 MEUR).

### Appui au développement du capital humain par la Banque mondiale

Le Premier Ministre [a présidé](#) le 7 juin 2022 la cérémonie officielle du lancement du Projet de développement du capital humain dénommé "Lafiya Iyali". Ce dernier est financé par la Banque mondiale à hauteur de 125 M USD. Il a pour objectif d'améliorer l'accès des femmes et des filles à des services de santé et de nutrition particulièrement dans les régions de Maradi et Zinder, et vise à accroître l'utilisation des services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescentes.

## Sénégal

### Appui budgétaire record de 300 M USD de la Banque mondiale

Le 3 juin 2022, la Banque mondiale et le Sénégal ont signé un accord de financement portant sur

un [appui budgétaire record](#) de 300 M USD (187 Mds FCFA), décaissable en une seule fois. Ce nouveau financement permettra (i) de soutenir les politiques et réformes institutionnelles visant à stimuler la résilience et la productivité du capital humain et (ii) d'appuyer les réformes visant à renforcer les fondements d'une relance tirée par le secteur privé, créatrice d'emplois, afin de placer le pays sur une trajectoire de croissance plus durable et équitable. Cet accord vise notamment entre autres à favoriser l'amélioration des procédures de traitement de la TVA, la suppression des exemptions inefficaces, le renforcement du cadre réglementaire et institutionnel pour l'accès aux financements des MPME et l'extension de l'utilisation du Registre national Unique pour le ciblage.

### Hausse du prix du carburant super

Le 5 juin 2022, le prix de l'essence (super) est passé à 890 FCFA (1,4 EUR) le litre, contre 775 FCFA (1,2 EUR) auparavant. Cette décision intervient dans un contexte de hausse des prix internationaux du pétrole, en lien avec la guerre en Ukraine. Selon le [communiqué](#), le gouvernement continue de subventionner le super dont le prix de revient non subventionné devrait être arrêté à 1182 FCFA (1,8 EUR) le litre à la pompe. Par ailleurs, dans le souci de préserver le pouvoir d'achat de la grande majorité des ménages, les autorités ont décidé de maintenir les prix des autres produits de consommation courante (gaz butane, gasoil, essence de pirogue, pétrole lampant...). Les pertes commerciales dans le secteur, estimées initialement à 150 Mds FCFA (228,7 M EUR) pour l'année 2022, sont désormais projetées à 500 Mds CFA (762,2 M EUR).

### Plus de 243 M USD accordés par le Système des Nations Unies en 2021

En 2021, le [Système des Nations Unies \(SNU\) a investi au Sénégal près de 243,1 M USD](#) pour accompagner le Gouvernement dans la réalisation des priorités nationales de développement et faire avancer l'Agenda 2030

et les Objectifs de Développement Durable (ODD) au Sénégal. Cette annonce a été faite, le 7 juin dernier, à l'occasion de l'ouverture de l'atelier de revue 2021 et de planification biennale 2022-2023 du Cadre de coopération pour le développement durable 2019-2023 de l'ONU au Sénégal. A côté de ces investissements, le SNU accompagne le Gouvernement dans la mobilisation des ressources pour le financement de ses projets phares et les secteurs prioritaires de développement.

## Sierra Leone

### 20,8 M USD du FMI au titre de la 5<sup>ème</sup> revue du programme FEC

Le 7 juin 2022, les services du FMI [ont annoncé](#) la conclusion d'un accord avec les autorités sierra-léonaises au titre de la 5<sup>ème</sup> revue du programme économique appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Après approbation par le Conseil d'administration du FMI, l'accord permettra le décaissement de 15,6 M DTS (20,8 M USD). Par ailleurs, selon les services du FMI, la croissance économique projetée pour l'année 2022 a été révisée à la baisse à 3,6 % (contre 5,9% prévu en juillet 2021), en raison de la flambée des prix internationaux du carburant et des denrées alimentaires, conséquence du conflit en Ukraine. L'inflation aurait atteint 22,1% en g.a en décembre 2021.

### 41,1 M USD de la Banque mondiale en soutien à la gestion du foncier

Le 2 juin 2022, la Banque mondiale [a approuvé](#) une subvention de 41,1 M USD en faveur du Projet d'administration foncière de la Sierra Leone.

Ce dernier contribuera à renforcer le cadre juridique et institutionnel du pays dans le domaine foncier, à travers la mise en œuvre des principaux aspects de la politique foncière nationale de 2015. Il appuiera également la sensibilisation aux réformes du secteur foncier, le renforcement des capacités de l'administration foncière, le développement d'un système d'information foncière moderne pour l'automatisation des processus d'administration foncière et la numérisation des archives.

## Togo

### Reprise du trafic aéroportuaire en 2021

Après avoir marqué le pas en 2020 sous l'effet des restrictions de déplacements liées à la pandémie de la Covid-19 (avec une baisse de 49%), le trafic passager à l'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) de Lomé a renoué avec la croissance en 2021 avec 960 000 voyageurs enregistrés, [a annoncé](#) l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC). Si ce chiffre incarne une hausse de 4,7% par rapport à 2019 (916 000), il représente plus du double des passagers recensés en 2020 (environ 460 000) sur la plateforme aéroportuaire. Pour rappel, l'ambition des autorités est d'atteindre 1,5 M passagers à l'aéroport de Lomé à l'horizon 2025, et de construire un deuxième aéroport international à Kara (deuxième ville du pays au nord).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan  
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner :

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)